



ФРАНКО-РОССИЙСКИЙ
OBSERVATOIRE
АНАЛИТИЧЕСКИЙ
FRANCO-RUSSE
ЦЕНТР ОБСЕРВО



Russian International
Affairs Council

France-Russie

20 propositions pour un partenariat d'avenir



Conseil russe pour les affaires internationales (RSMD)

Le Conseil russe pour les affaires internationales (RSMD) est une organisation à but non lucratif créée par décret du président de la Fédération de Russie. Parmi ses fondateurs figurent le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Éducation et des Sciences, l'Académie des sciences de Russie, l'Union russe des industriels et des entrepreneurs (RSPP) et l'agence de presse Interfax. Le RSMD s'est fixé pour objectifs d'encourager la recherche sur les domaines prioritaires de la politique étrangère russe et les grands enjeux géopolitiques actuels, de développer la formation de spécialistes en relations internationales, de promouvoir la coopération entre *think tanks* russes et étrangers dans ce domaine et de créer des conditions favorables à la participation de la Russie dans les affaires mondiales. Le RSMD est présidé par Igor Ivanov.

Site : www.russiancouncil.ru

Observatoire franco-russe

Créé en mars 2012 à l'initiative du Conseil économique de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCIFR), l'Observatoire a pour vocation de produire une expertise approfondie sur la Russie, ainsi que de promouvoir une meilleure connaissance des réalités françaises auprès des élites politiques et économiques russes. Il publie des notes thématiques et un rapport annuel sur la Russie. Il organise également des manifestations (colloques, séminaires, conférences de presse) à Paris, à Moscou et dans les régions russes. L'Observatoire franco-russe s'est doté d'un conseil scientifique réunissant une quinzaine d'universitaires et experts (Alain Blum, Pascal Boniface, Isabelle Facon, Pierre Kopp, Jean Radvanyi, Marie-Pierre Rey, Georges Sokoloff, Evgueni Gavrilénkov, Natalia Lapina, Fiodor Loukianov, Sergueï Karaganov, Rouslan Poukhov, Konstantin Simonov, Tatiana Stanovaïa) qui participent activement à ses travaux. L'Observatoire est dirigé par Arnaud Dubien.

Site : www.obsfr.ru



La relation franco-russe s'inscrit dans une longue tradition d'amitié. Elle est également un partenariat d'avenir, dans l'intérêt de nos deux pays et de l'Europe dans son ensemble.

Au cours de la dernière décennie, le partenariat bilatéral a franchi un cap. L'année croisée franco-russe en 2010 a coïncidé avec un nouvel élan, visible tant au plan économique que politique. Les échanges commerciaux ont été multipliés par cinq depuis 2000 et ont dépassé 21 milliards d'euros en 2012. La Russie est le troisième marché export de la France (hors-UE et Suisse) après les Etats-Unis et la Chine. La France est le deuxième fournisseur européen de la Russie et le troisième pays en termes d'investissements directs étrangers (hors zones offshores et paradis fiscaux). Les grandes entreprises françaises sont présentes dans des domaines très divers (transport, énergie, agroalimentaire, banque, automobile, industrie pharmaceutique) et contribuent à la modernisation de l'économie russe. Le partenariat privilégié institué entre Paris et Moscou depuis la présidence du général de Gaulle rend possible des coopérations dans des domaines de pointe comme le spatial et l'armement.

La dialogue politique franco-russe s'appuie sur un dispositif institutionnel particulièrement étoffé (Séminaire intergouvernemental ; Conseil économique, financier, industriel et commercial ; Conseil conjoint pour les questions de sécurité). Nos deux pays ont des approches convergentes ou proches sur beaucoup de dossiers internationaux. Le monde multipolaire tel qu'il émerge est vu comme une évolution positive, bien que non dénuée de risques. Tant la France que la Russie sont favorables au multilatéralisme et au maintien du rôle central de l'ONU. Elles sont confrontées à des défis similaires : préservation de leur rang et de leur souveraineté stratégique dans un monde globalisé, réindustrialisation, gestion des flux migratoires.

Le potentiel de développement de la relation franco-russe demeure important, mais il se heurte à certains obstacles qui ne doivent pas être sous-estimés. La crise syrienne a mis en évidence de fortes divergences. La position de la France dans ce dossier est perçue à Moscou comme difficilement compréhensible au vu des défis de sécurité au Sahel et de la poussée du radicalisme sunnite au Proche-Orient. Celle de la Russie a été interprétée à Paris comme relevant d'une volonté de soutenir à tout prix le régime autoritaire de Damas et de contrer les initiatives occidentales. Plus fondamentalement, la Russie s'interroge sur la ligne directrice de la diplomatie française et sur le potentiel de son partenaire à moyen-terme. La France s'inquiète pour sa part des crispations diplomatiques russes dans le voisinage partagé, qui rendent plus difficile son positionnement à Bruxelles auprès de partenaires parfois sceptiques sur la nécessité même d'un partenariat ambitieux avec Moscou.



La question des perceptions mutuelles constitue l'un des principaux écueils pour le développement d'un véritable partenariat franco-russe. L'image de la Russie en France est globalement négative. L'absence d'alternance politique et certaines évolutions internes au cours des années 2000 l'expliquent dans une large mesure. Bien que plus positive, l'image de la France est brouillée par certaines décisions récentes (mariage pour tous, taxe à 75%) et par d'autres dossiers intérieurs (émeutes de 2005, affaire Merah par exemple). La plupart des médias français et russes, loin de contribuer à une meilleure compréhension des réalités par une approche nuancée, renforcent clichés et stéréotypes par des biais éditoriaux récurrents. Il conviendrait de s'interroger sur les initiatives communes qui permettraient de mieux appréhender et présenter ces évolutions complexes.

Les relations franco-russes sont à la croisée des chemins. Un nouvel agenda positif et une vision de nos intérêts à long terme s'imposent, dans l'intérêt de la France, de la Russie et de la réunification du continent. Le partenariat bilatéral est en effet indissociable des processus européens. C'est dans cette optique que l'Observatoire franco-russe et le Conseil russe pour les affaires internationales formulent 20 propositions pour un partenariat stratégique tourné vers l'avenir.



France-Russie : 20 propositions pour un partenariat d'avenir

- 1. Renforcer la coopération universitaire et scientifique**
- 2. Approfondir les partenariats industriels dans les secteurs spatial, nucléaire et de l'armement**
- 3. Planifier et conduire conjointement des opérations de maintien de la paix**
- 4. Instaurer un « Plan tourisme » franco-russe**
- 5. Créer un forum des sociétés civiles**
- 6. Favoriser les investissements russes en France**
- 7. Développer la coopération décentralisée**
- 8. Elargir le format du Conseil conjoint pour les questions de sécurité (CCQS)**
- 9. Accroître le rôle des groupes d'amitié parlementaires**
- 10. Lancer un partenariat en matière aéroportuaire et de contrôle aérien**
- 11. Fonder un détachement franco-russe de sécurité civile**
- 12. Rapprocher les Cours des comptes française et russe**
- 13. Coopérer en matière de politique démographique et de santé**
- 14. Mettre en place un groupe de travail sur les questions migratoires**
- 15. Se préparer conjointement aux grands événements sportifs de 2016 et 2018**
- 16. Fédérer les associations, groupes et ONG liées à la Russie en France et à la France en Russie**
- 17. Coordonner nos efforts pour le développement de l'Afghanistan et de certains pays d'Asie centrale**
- 18. Œuvrer conjointement à la sécurité alimentaire mondiale**
- 19. Relancer le dialogue sur la stabilité stratégique**
- 20. Inviter la Russie aux cérémonies du 14 juillet 2014 à Paris**



1. Renforcer la coopération universitaire et scientifique

Les relations entre les milieux intellectuels français et russes s'inscrivent dans une longue tradition historique. Dans un monde globalisé où les savoirs constituent un actif stratégique, la coopération bilatérale en matière universitaire et scientifique doit être considérée comme prioritaire. Son impact pour la Russie et pour la France peut être considérable en termes d'influence, de rayonnement et de retombées économiques.

Nos deux pays devraient notamment œuvrer au renforcement de la mobilité et de la coopération en sciences de l'ingénieur et sciences exactes, avec pour objectif de favoriser les coopérations universitaires dans des secteurs de technologies avancées et d'innovation en y associant les entreprises des deux pays engagées dans des partenariats industriels dans ces secteurs, ainsi que les autorités en régions. Cette démarche doit s'accompagner d'un soutien à la réimplantation de lecteurs de français dans les universités russes, notamment dans les universités polytechniques.

Nous proposons également que le programme Erasmus soit étendu aux étudiants européens souhaitant faire une partie de leur cursus en Russie.

Historiens français et russes pourraient en outre travailler conjointement à la rédaction d'un manuel d'histoire européenne du 20^{ème} siècle. Ce travail s'inscrirait dans une réflexion plus globale sur la Russie et la France face à leurs passés.

2. Approfondir les partenariats industriels dans les secteurs spatial, nucléaire et de l'armement

La France et la Russie disposent d'une base scientifique et industrielle de premier plan dans les domaines spatial, nucléaire et de l'armement. Elles sont parfois en concurrence dans des pays-tiers. Des coopérations pourraient cependant être initiées ou approfondies dans certains segments cruciaux pour l'avenir tels que les centrales de quatrième génération ou les lanceurs du futur. La vente de BPC *Mistral* à la Russie ouvre la voie à des projets plus ambitieux en matière d'armement à condition qu'ils s'inscrivent dans un véritable partenariat industriel équilibré de long terme. Le marché russe peut devenir un relais de croissance pour les industries françaises de défense ; ces dernières peuvent jouer un rôle significatif dans la modernisation des forces armées russes.



3. Planifier et conduire conjointement des opérations de maintien de la paix

Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la France et la Russie ont une responsabilité particulière en matière de stabilité et de paix. Des opérations conjointes, ouvertes à des pays tiers, seraient une contribution majeure à la sécurité internationale. Elles permettraient également de donner corps au partenariat stratégique bilatéral et, au-delà, russo-européen. Dans un premier temps, Moscou et Paris initieraient des missions communes sur des théâtres où leurs intérêts convergent. A court terme, il pourrait s'agir, par exemple, de la République centrafricaine.

4. Instaurer un « Plan tourisme » franco-russe

Le secteur du tourisme revêt des enjeux économiques et humains considérables pour la relation franco-russe. La France peut participer, par des investissements et son expertise, au développement du secteur touristique en Russie, source de croissance non négligeable. Une augmentation du flux de touristes russes contribuerait à la réduction du déficit extérieur de la France. L'accroissement du nombre de touristes français visitant la Russie permettrait de modifier les perceptions et l'image de la Russie, phénomène observé il y a quelques années en France dans le cas de la Croatie. Une conférence franco-russe réunissant les principaux acteurs du secteur touristique et les pouvoirs publics de nos deux pays pourrait être organisée en 2014 avec pour objectif d'élaborer un plan d'actions concret pour 2015-2020.

5. Créer un forum des sociétés civiles

L'une des principales faiblesses de la relation franco-russe réside dans l'étroitesse de sa base sociologique. Malgré une sympathie mutuelle indéniable, les sociétés de nos deux pays ne se connaissent pas. Si le dispositif intergouvernemental (CEFIC, SIG, CCQS) paraît suffisamment étoffé, la création d'un forum des sociétés civiles – qui se réunirait une fois par an pour discuter des grands sujets du moment – est de nature à combler quelque peu le déficit d'informations et de dialogue entre les peuples de nos deux pays.



6. Favoriser les investissements russes en France

Le stock des investissements directs russes en France s'établit à environ un milliard d'euros (dont 800 millions pour le seul rachat de Gefco par les Chemins de fer russes), contre environ 12 milliards pour les investissements directs français en Russie. Deux facteurs au moins expliquent cette distorsion : d'une part, la France n'est généralement pas perçue par les décideurs économiques russes comme une terre d'investissement industriel ; d'autre part, la mauvaise image de la Russie en France conduit certains acteurs (banques, responsables régionaux, etc) à adopter une position négative sur les dossiers impliquant des investisseurs russes. Ces derniers ont pourtant contribué au maintien d'emplois menacés. Ils sont en outre susceptibles de participer à certains des 34 projets pour une nouvelle France industrielle. Afin d'envoyer un signal politique fort aux partenaires russes et aux acteurs français, le Président de la République pourrait recevoir les principaux hommes d'affaires russes comme il l'a fait, en juin 2013, avec une délégation chinoise.

7. Développer la coopération décentralisée

A l'heure actuelle, seules cinq régions françaises (PACA, Lorraine, Limousin, Champagne-Ardenne, Franche-Comté) ont une coopération substantielle et formalisée avec des provinces russes (respectivement le Tatarstan, les régions de Tomsk, Kalouga et Orel, le territoire de l'Altai). Or les régions russes recèlent un potentiel de croissance important, dont pourraient profiter les entreprises françaises. Les régions françaises ont quant à elle désormais d'importantes prérogatives en matière économique. Un travail de sensibilisation systématique sur le potentiel de la Russie et de ses régions devra être engagé auprès des CCI, des agences de développement, des pôles de compétitivité et des conseils régionaux. Pour être efficaces et pérennes, les actions envisagées devront être axées autour de thématiques porteuses (attractivité territoriale, développement et services urbains, recherche et enseignement supérieur) et combiner volets économique, culturel et linguistique.

8. Elargir le format du Conseil conjoint pour les questions de sécurité (CCQS)

La Russie et la France sont confrontées à de nouvelles menaces, telles que le terrorisme, la cybercriminalité, les trafics de drogue et la montée en puissance de groupes mafieux. Traitées jusqu'ici par les services de sécurité intérieure, ces menaces sont, par essence, internationales. Dans ce contexte, le CCQS, qui réunit une fois par an les ministres des Affaires étrangères et de la Défense – format inédit à l'époque de sa création, en 2001 – gagnerait en efficacité à inclure les ministres de l'Intérieur ou les représentants des structures de sécurité en charge de ces dossiers.



9. Accroître le rôle des groupes d'amitié parlementaires

Bien que se réunissant une fois par an au sein de la Grande commission parlementaire franco-russe, les députés de nos deux pays n'ont généralement que des contacts formels et peu suivis. Il en va de même entre le Sénat et le Conseil de la Fédération. Dans ce contexte, les groupes d'amitié parlementaires ont vocation à jouer un rôle plus actif afin de sensibiliser députés et sénateurs à l'importance de la relation politique et économique bilatérale. Des séminaires d'experts et des auditions sur la Russie et sur la France pourraient être organisés de façon régulière à l'Assemblée nationale, au Sénat, à la Douma d'Etat et au Conseil de la Fédération.

10. Lancer un partenariat en matière aéroportuaire et de contrôle aérien

La modernisation des infrastructures de transport figure parmi les priorités du gouvernement russe. La France possède quant à elle des compétences reconnues en matière de gestion aéroportuaire et de contrôle aérien. Des coentreprises spécialisées dans la production de matériels pourraient être créées et viser, au-delà du marché russe, les pays-tiers. Une telle coopération, compte tenu de son caractère sensible, ne pourra être mise en œuvre qu'avec le soutien politique des plus hautes autorités russes et françaises.

11. Fonder un détachement franco-russe de sécurité civile

L'amitié entre les peuples se nourrit de symboles et d'initiatives concrètes. Pourrait être envisagée une coopération plus étroite entre la Sécurité civile française et le Ministère russe des situations d'urgence. Partage d'expertise et d'expérience, exercices bilatéraux en vue d'interventions conjointes lors de grandes catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre, feux de forêt) ou de situations spécifiques (attentats, accidents industriels, évacuation massive de civils) seraient la première étape. La création d'un détachement franco-russe (ayant vocation à devenir russo-européen) en constituerait la seconde.



12. Rapprocher les Cours des comptes française et russe

Contrôler les comptes de l'Etat, veiller à l'efficacité de la dépense publique, lutter contre la fraude, les détournements et la corruption, contribuer à la transparence de l'Etat vis-à-vis de ses citoyens constituent les missions principales des Cours des comptes en France et en Russie. Dans nos deux pays, ces institutions connaissent depuis quelques années un renforcement de leur rôle et de leur prestige. Pourraient, dans un premier temps, être mis en place des échanges d'expertise puis de véritables programmes de coopération entre les Cours des comptes française et russe.

13. Coopérer en matière de politique démographique et de santé

La santé est une priorité réaffirmée du gouvernement russe. Le programme de « Développement du système de santé 2020 » a pour objectif global un accroissement de l'espérance de vie. Le programme « Pharma 2020 » vise à développer la production nationale et à améliorer l'accès aux traitements. Face à ces besoins immenses, la France – pays doté d'un système de santé performant et reconnu – apparaît comme un partenaire naturel de la Russie. Au-delà des coopérations existantes (échanges de médecins et d'étudiants, partenariats hospitaliers et en matière de recherche) et émergentes, comme la prévention des risques, la France et la Russie devraient encore davantage travailler conjointement sur des défis communs, tel que le vieillissement de la population. Alors que la Russie devra faire face, à l'horizon 2025, à une contraction de sa population active, le modèle français en ce qui concerne la prise en charge de la petite enfance et la conciliation vie professionnelle/vie familiale pour les femmes présente un intérêt majeur.

14. Mettre en place un groupe de travail sur les défis migratoires

La gestion des flux migratoires constitue une préoccupation partagée des gouvernements français et russe, ainsi que des sociétés de nos deux pays. Parce que ce sujet stratégique, économiquement essentiel et politiquement sensible ne doit pas faire le jeu de forces extrémistes, il importe de disposer d'une réflexion approfondie sur les questions migratoires et de partager les expériences en matière de politique d'intégration par exemple.



15. Se préparer conjointement aux grands événements sportifs de 2016 et 2018

La Russie organisera, en 2014, les Jeux olympiques d'hiver puis, en 2018, la Coupe du monde de football. La France sera le pays hôte du Championnat d'Europe de football à l'été 2016. Outre les coopérations en matière économique (infrastructures sportives et de transport), la France et la Russie auraient intérêt à travailler ensemble sur les aspects sécuritaires de ces grands événements. Des rencontres entre les maires et les présidents de régions des villes concernées par l'Euro-2016 et le Mondial-2018 pourraient également être organisées dans le cadre de la coopération décentralisée franco-russe.

16. Fédérer les associations, groupes et ONG liées à la Russie en France et à la France en Russie

De nombreuses associations, groupes et ONG œuvrant dans des domaines très divers (enseignement, culture, humanitaire, etc.) participent déjà à la relation franco-russe. Elles sont cependant très dispersées. La création d'une plate-forme, qui fédérerait les différents acteurs en France et en Russie, permettrait de tisser des réseaux utiles pour l'action, le rayonnement et l'influence de nos pays. Cet effort pourrait porter, dans un premier temps, sur les étudiants suivant ou ayant suivi une formation en France et en Russie. La diaspora russe en France a également vocation à jouer un rôle important dans le dialogue entre les sociétés de nos deux pays.

17. Coordonner nos efforts pour le développement de l'Afghanistan et de certains pays d'Asie centrale

En 2014 s'achèvera le retrait de la plupart des forces militaires de la coalition internationale en Afghanistan. La stabilité de ce pays en sera affectée. Le trafic de drogue y est le problème le plus aigu. Il constitue une menace aussi bien pour la Russie que pour la France. Le développement des pays d'Asie centrale et de l'Afghanistan est la clé du problème. La Russie et la France contribuent déjà de façon substantielle aux programmes d'aide à cette région. Ils gagneraient en efficacité à être coordonnés dans leur conception et leur mise en œuvre.



18. Œuvrer conjointement à la sécurité alimentaire mondiale

La Russie et la France sont de grands producteurs et exportateurs de produits agricoles. Les évolutions démographiques mondiales font de la sécurité alimentaire l'un des défis globaux les plus importants. La Russie et la France peuvent œuvrer conjointement à la stabilité des marchés alimentaires. Concrètement, cette coopération peut se mettre en place aussi bien dans un cadre bilatéral que dans le contexte des présidences du G8 ou du G20.

La Russie a également intérêt à une coopération approfondie avec la France en vue de la modernisation de son agriculture et de l'amélioration de ses chaînes logistiques notamment.

19. Relancer le dialogue sur la stabilité stratégique

La Russie et la France, chacune de son côté, discutent habituellement des questions relatives à la stabilité stratégique avec les Etats-Unis en format bilatéral. Pour Moscou, ce dialogue repose sur le principe de dissuasion et suppose la parité des arsenaux nucléaires. Pour Paris, il repose sur l'approfondissement des relations transatlantiques et comporte également des dimensions nucléaires particulières. Ces approches sont toujours valables, mais l'essence même de la stabilité stratégique est en train d'évoluer. De nouveaux facteurs apparaissent : prolifération nucléaire, défense anti-missile, militarisation de l'espace, etc. Un dialogue permanent entre la France et Russie, dans un premier temps au niveau des experts, pourrait être mis en place, ce qui présenterait aussi l'intérêt d'ouvrir davantage la Russie aux perspectives liées au développement de la PESC.

20. Inviter la Russie aux cérémonies du 14 juillet 2014 à Paris

La France et la Russie furent alliées lors des deux guerres mondiales. En août 1914, l'offensive russe en Prusse orientale et, du côté français, la bataille de la Marne ont permis de stopper l'avancée allemande. 5000 soldats du corps expéditionnaire russe sont également tombés en défendant Paris. L'armée et le peuple soviétique ont payé le tribut le plus lourd (27 millions de morts) à la victoire sur le nazisme. Alors que la France s'apprête à commémorer le centenaire du début de la première guerre mondiale et le 70ème anniversaire de la libération, la participation de militaires russes au défilé du 14 juillet 2014 serait un symbole fort. Elle rappellerait la fraternité d'armes entre nos deux peuples et permettrait de tourner symboliquement la page de la guerre froide, vingt-cinq ans après la chute du mur de Berlin.

*